

octobre 2013

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

FO RÉAFFIRME SES POSITIONS

UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RÉUNIT L'ENSEMBLE DES MESURES ET DÉCISIONS ADOPTÉES PAR UNE ENTITÉ VIS-À-VIS DE LA GESTION DE L'ÉNERGIE (ÉCONOMIQUE, SOCIÉTALE, INDUSTRIELLE, ENVIRONNEMENTALE...).

En France, ce sont les pouvoirs publics qui :

- Fixent les objectifs de la politique énergétique.
- Définissent les conditions d'organisation et de fonctionnement du secteur.
- Planifient à long terme sa mise en œuvre, notamment en matière d'investissements.

Dans ce cadre et en prenant en compte l'ensemble de ces enjeux, FO a participé activement au Débat National sur la Transition Énergétique (DNTE). En suivant le lien ci-dessous, vous retrouverez nos positions :

<http://www.fnem-fo.org/actualite/debats-sur-transition-energetique>

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE N'EST-ELLE QU'UNE QUESTION DE « PRODUCTION » ?

Non, car la diversité des moyens de productions d'énergie électrique peut susciter des besoins d'adaptation des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz, ne serait-ce que pour gérer les pointes de consommation et intégrer l'arrivée conséquente d'énergies renouvelables décentralisées (éolien, photovoltaïque et biomasse).



FO revendique le maintien du monopole de distribution d'électricité et du gaz au profit d'EDF, de GDF SUEZ et des distributeurs non nationalisés.

C'est pourquoi les réseaux, et en particulier ceux de distribution, doivent évoluer en intégrant des compteurs dits « intelligents » comme Linky pour l'électricité et Gazpar pour le gaz.

Cette évolution doit s'inscrire dans le **maintien d'un tarif contrôlé et identique sur l'ensemble du territoire pour le client final, permettant l'égalité de traitement des citoyens au travers de la péréquation tarifaire.**

FO revendique le maintien du monopole de distribution d'électricité et du gaz au profit d'EDF, de GDF SUEZ et des distributeurs non nationalisés.

AVANÇONS
sur l'essentiel
PROTEGEONS
l'indispensable

www.fnem-fo.org



LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE EST-ELLE CRÉATRICE OU DESTRUCTRICE D'EMPLOI ?

La politique énergétique peut avoir des effets induits lorsqu'elle subventionne certaines énergies au détriment des autres ; c'est le cas des énergies renouvelables, qui grâce aux subventions, sont rendues artificiellement attractives pour les investisseurs.

Ceci conduit à mettre des centrales aux Gaz sous cocon et à fermer des centrales au fuel et au charbon. Cette politique est destructrice d'emplois et oublie que les énergies fossiles ont leur place dans le paysage énergétique. Cette logique annihile les investissements consentis sur le renforcement et le développement d'une filière française sur le thermique à flamme et le charbon propre, ainsi que l'implantation de nouvelles installations dans notre pays.

« L'efficacité énergétique est un facteur de création d'emplois et d'une meilleure préservation des ressources. »

QUELLE PLACE POUR LE NUCLÉAIRE ?

Pour FO, l'énergie nucléaire n'est pas une énergie comme les autres, et doit être placée sous la responsabilité des pouvoirs publics.

Il convient de souligner que son exploitation (à l'exportation et à l'importation) contribue au financement des EnR et à la réduction du déficit de la balance commerciale française.

FO conteste toute fermeture idéologique de centrales nucléaires, dès lors que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a donné son accord pour poursuivre leur exploitation en termes de sûreté.



FO revendique également que les plans de performances ne se résument pas uniquement à une réduction de coût. Le maintien d'un nucléaire sûr implique les investissements dans **la recherche, le développement, la formation, le maintien des compétences : tout cela contribue à conserver la qualité et la fiabilité de ce secteur.**

FO EST-ELLE POUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

Oui, FO est pour une consommation d'énergie moindre avec le même niveau de confort pour chacune et chacun. Cette notion implique des investissements importants dans le bâtiment (rénovation thermique), dans les transports (véhicules électriques ou au gaz, projet d'un véhicule essence à 2 litres au 100...) ou encore l'industrie. Ces éléments sont un facteur de création d'emplois et d'une meilleure préservation des ressources.

FO oppose cette notion à celle de sobriété énergétique avec laquelle nous sommes en désaccord, car elle implique des contraintes sur les choix des citoyens (en exemple, le projet avorté de « bonus-malus » pour l'électricité et le gaz).



FO défend une production d'électricité basée sur la diversité des moyens de productions actuels.

QUEL PAYSAGE ÉNERGÉTIQUE PRÔNE FO ?

FO revendique :

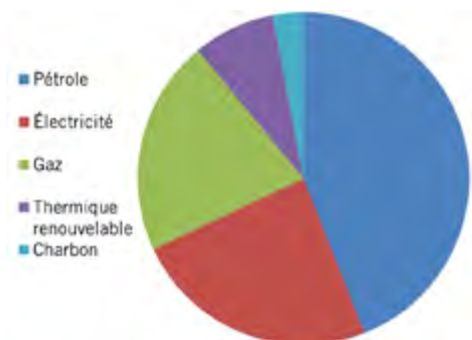
- le maintien du service commun de Distribution entre ERDF et GrDF,
- la pérennisation des monopoles de distribution d'électricité et de gaz,
- le maintien des Gestionnaires des réseaux de Transport assurant une mission de Service Public qui intègre l'exploitation, la maintenance, le renouvellement et la mise en conformité des réseaux. Les stratégies commerciales d'EDF et de GDF Suez doivent être en cohérences avec les missions de Service Public républicain,
- l'existence des distributeurs non nationalisés d'électricité et de gaz (ENN). Les tarifs de cessions doivent leur permettre d'exercer leurs missions de Service Public,
- le maintien d'un nucléaire sûr et public,
- le refus de l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques,
- le renforcement et le développement d'une filière française sur le thermique à flamme et le charbon propre, ainsi que l'implantation de nouvelles installations dans notre pays,
- le statut national du personnel des entreprises Électriques et Gazières, contrat de travail

des agents, doit s'appliquer à toutes les entreprises de la branche, y compris celles exploitant des énergies renouvelables.

Les investissements au niveau production, transport, distribution ou Recherche et Développement (R&D) doivent permettre de **conserver une indépendance énergétique et une reconquête industrielle nécessaires en termes d'emplois et de balance commerciale.** Pour FO l'outil industriel du secteur de l'énergie fait partie de notre patrimoine commun et ne doit pas être dilapidé sur la base de dogmes européens et/ou uniquement financiers.

EN MATIÈRE ÉNERGÉTIQUE, FAUT-IL « METTRE TOUS SES ŒUFS DANS LE MÊME PANIER » ?

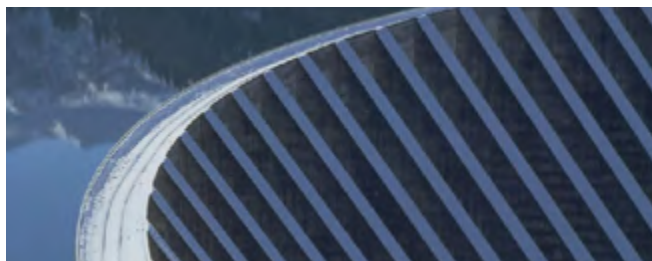
FO constate qu'aujourd'hui, la consommation d'énergie repose majoritairement sur le pétrole (44 %) puis sur l'électricité (24 %), le gaz (21 %), les énergies thermiques renouvelables (8 %) et le charbon (3 %).



Concernant le mix électrique, FO défend une production d'électricité sur la base du mix électrique actuel, qui associe une part prépondérante de nucléaire, des énergies renouvelables comme l'hydraulique, le photovoltaïque, l'éolien, la biomasse et des énergies fossiles (gaz et charbon).



octobre 2013



L'énergie marine offre aussi des opportunités intéressantes à développer dans notre pays. Ces moyens permettent la diversité des types de production d'électricité et de chaleur, et offrent ainsi des services différenciés aux clients finaux.

Il est temps de faire appel à l'expérience et au savoir-faire des salariés dans l'ensemble de ces domaines afin d'assurer l'indépendance énergétique de la France. Il est important de continuer à assurer une fourniture d'électricité à un prix bas pour les industriels et les usagers domestiques.

FO revendique l'arrêt des procédures d'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques.

FO Énergie et Mines affirme qu'on ne peut décider à l'avance d'un pourcentage de mix électrique ou énergétique, que ce soit 20 % d'énergies renouvelables décidées au niveau communautaire (23 % en France avec le Grenelle de l'Environnement) ou que ce soit avec 50 % de nucléaire annoncés par le Gouvernement à l'horizon 2025. En eux-mêmes, ces chiffres ne signifient pas grand-chose si l'on n'a pas à l'esprit la demande que l'on doit satisfaire.

Pour FO, l'État doit être le seul garant et pilote de la filière nucléaire.

Il se doit d'impulser les investissements et les axes de recherches selon une véritable politique stratégique d'avenir, notamment dans l'immédiat avec le réacteur de 4^{ème} génération « Astrid » du CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique), afin de mieux boucler le cycle du combustible nucléaire. L'aboutissement de ces développements doit aussi permettre la réduction de la durée de vie des déchets qui reste un enjeu majeur en France.

FO revendique pour notre pays en matière énergétique, une industrie, des centres de recherche et des organismes de contrôle à caractère public, avec des moyens suffisants et des compétences adaptées à leurs missions.

Le financement d'une politique publique de développement d'énergies renouvelables, qui relève d'un choix de l'État, doit être à la hauteur des enjeux.

VOTEZ FO ÉNERGIE ET MINES

FO Énergie et Mines est la seule force syndicale libre et indépendante permettant de répondre efficacement aux besoins de tous les salariés et pensionnés des IEG.

Pour FO Énergie et Mines, l'énergie est un bien essentiel à la vie de la Nation. Elle mérite d'être traitée en ayant pour seul objectif le bien-être des citoyens.

Vous partagez nos positions,
alors pas d'hésitation,

VOTEZ FO Énergie et Mines !

ELECTIONS PRO
NOVEMBRE 2013

AVANÇONS
sur l'essentiel
PROTEGEONS
l'indispensable



VOTEZ !

FO
Énergie
et Mines